

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2120

[C — 2003/27366]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux centrales d'enrobage de pierres à l'aide de produits hydrocarbonés

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2, 3, 7 et 8;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.298/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux centrales d'enrobage de pierres à l'aide de produits hydrocarbonés visées par la rubrique 26.82.01.04 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. La valorisation de déchets inertes dans une centrale d'enrobage de pierres à l'aide de produits hydrocarbonés fait l'objet de conditions particulières.

Art. 3. Pour l'application des présentes conditions, on entend par :

1° bitume : mélange noir de volatilité faible de différentes substances organiques obtenues lors du traitement du pétrole;

2° filler : matière pulvérulente dont la majeure partie des éléments ont une granulométrie inférieure à 0,125 mm;

3° liant : produit organique qui, en combinaison avec le filler, apporte la rigidité nécessaire à l'enrobé;

4° enrobé bitumineux : mélange de bitumes ou de liants contenant des bitumes et des matières naturelles ou synthétiques;

5° granulats : pierres et sables;

6° établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté;

7° organisme agréé : l'organisme est agréé conformément à l'arrêté royal du 13 décembre 1966 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés des prélèvements, analyses, essais et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 4. Les entrées et sorties du site sont pourvues de portes interdisant l'accès pendant la fermeture du dépôt. Ces portes ne sont maintenues ouvertes qu'en présence de l'exploitant ou de son délégué.

Art. 5. Les conditions particulières fixent les dispositifs relatifs à l'anti-intrusion à implanter autour du site.

Art. 6. Des dispositions de nature à limiter les nuisances visuelles éventuelles sont prescrites dans le permis d'environnement. Elles peuvent consister notamment dans le placement d'écrans dont la nature, la hauteur et la position sont adaptées aux circonstances locales.

Art. 7. Les chemins de circulation des véhicules à l'intérieur du site d'exploitation d'une centrale d'enrobage sont construits et entretenus de manière telle qu'ils ne favorisent pas la dispersion de poussières et ne provoquent pas de salissures sur les voies publiques.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 8. Des mesures telles que le lavage des roues des véhicules, l'arrosage des voiries internes et le brossage des voiries empruntées par le charroi sont prises par l'exploitant de manière à maintenir la propreté des voies publiques.

Art. 9. Les mesures sont prises pour éviter l'entraînement des matières premières par le ruissellement des eaux ou par les véhicules.

Art. 10. Les conditions particulières fixent les conditions d'acceptation des matières premières et l'évacuation des produits finis et des déchets.

Art. 11. Tout liant mis en œuvre doit être décrit dans un document contractuel (cahier des charges) et/ou note justificative approuvé(s) par le maître d'œuvre et faire l'objet d'une fiche de sécurité fournie par le producteur de ce liant.

Art. 12. L'utilisation de goudron et de bitume brai est interdite.

Art. 13. La température dans les réservoirs de liants ne peut dépasser les limites préconisées par les fournisseurs sur leur fiche de sécurité. L'exploitant tient à la disposition de l'agent chargé de la surveillance les copies de toutes les fiches techniques et de sécurité, rédigées par les producteurs.

Art. 14. L'utilisation d'huiles usagées est INTERDITE.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 15. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du Bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 16. Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

CHAPITRE V. — Eau

Art. 17. Les conditions de déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux de surface sont fixées par les conditions particulières. Par dérogation à l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, le déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux souterraines est interdit.

CHAPITRE VI. — Air

Section 1^{re} — Transfert et stockage

Art. 18. Les fillers et les additifs pulvérulents sont stockés en silos ou en sacs fermés. Les événements des silos sont munis de filtres. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements.

Art. 19. Les installations de manipulation, transvasement, transport et dosage des fillers et des additifs pulvérulents sont conçues et protégées de manière à éviter les envols de poussières.

Art. 20. Les stockages de granulats susceptibles de libérer des poussières sont protégés des vents soit en mettant en place des écrans soit être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières, soit en les disposant en des endroits moins exposés au vent. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages sont réalisés sous abri ou en silos. Il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Art. 21. Les émissions de poussières pendant le transport, le concassage, le criblage et les pesées des matières minérales sont évitées en confinant complètement les zones de fuites de poussières. Si nécessaire, les parties confinées sont maintenues sous dépression. L'air extrait, chargé en poussières, est acheminé vers un dispositif de purification des émissions atmosphériques.

Section 2. — Séchage et mélange

Art. 22. Les émissions de poussières pendant le séchage des matières minérales sont acheminées vers un dispositif de purification des émissions atmosphériques.

Art. 23. Les vapeurs de bitume notamment lors du mélange dans le malaxeur sont traitées pour respecter les normes de rejets prévues à l'article 26.

Art. 24. La cheminée destinée à l'évacuation des effluents est suffisamment haute pour faciliter la dispersion des effluents dans l'atmosphère. La hauteur minimale de la cheminée est mentionnée dans les conditions particulières.

Section 3. — Traitement des effluents

Art. 25. Les installations de traitement et les dispositifs anti-débordements sont inspectés et révisés régulièrement. Les paramètres, spécifiés par le fournisseur des installations de traitement, permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu. Dans ce dernier cas, toute anomalie des paramètres mesurés entraîne le déclenchement d'une alarme. Les périodicités des inspections, des révisions et des mesures sont définies dans les conditions particulières.

Section 4. — Normes de rejet

Art. 26. Les valeurs limites d'émission suivantes ne peuvent être dépassées dans les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère :

1° poussières totales :	50 mg/Nm ³
2° anhydride sulfureux et autres composés soufrés :	
2°.a) si utilisation du gaz naturel comme combustible :	300 mg/Nm ³
2°.b) si utilisation du gasoil comme combustible :	500 mg/Nm ³
2°.c) si utilisation du fuel lourd comme combustible :	750 mg/Nm ³
3° oxyde d'azote et autres composés azotés :	400 mg/Nm ³
4° monoxyde de carbone :	500 mg/Nm ³
5° composés organiques exprimés en carbone total et notamment les hydrocarbures (à l'exclusion du méthane) :	100 mg/Nm ³
6° hydrocarbures aromatiques polycycliques (somme de 6 PAH : Benzo(b)fluoranthène, indéno(1,2,3-c,d)pyrène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène (BaP), benzo(a)anthracène, dibenzo(a,h)anthracène	0,1 mg/Nm ³ .
7° benzène :	5 mg/Nm ³

Les mesures, qui doivent être effectuées en dehors des périodes de démarrage et d'arrêt, sont rapportées aux conditions définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. La teneur en oxygène de référence est de 17 %.

La durée d'échantillonnage de chaque mesure est fixée par la méthode de mesure des concentrations du polluant définie à l'article 44. A défaut, elle doit être d'au moins une heure.

La limite des émissions est considérée comme respectée si aucune des moyennes horaires déterminées ne dépasse les valeurs limites.

Les périodes durant lesquelles il n'y a pas d'émission suite à un arrêt temporaire du procédé ou à d'autres conditions spécifiques de fonctionnement doivent être exclues du temps d'échantillonnage.

Art. 27. Une mesure en dioxines et furannes dans les effluents gazeux est réalisée lorsque les installations sont en pleine activité et au plus tard dans les six mois de la mise en exploitation.

La valeur limite d'émission en dioxines et furannes dégagée par les installations est inférieure à 0,1 ng TEQ/Nm³.

Les mesures sont rapportées aux conditions définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. La teneur en oxygène de référence est de 17 %.

Si la présence de dioxines et de furannes est inférieure à 0,1 ng TEQ/Nm³, une nouvelle campagne de mesures ne sera exigée qu'à la demande de l'agent chargé de la surveillance avec un maximum de deux campagnes de mesures par an. S'il y a dépassement du seuil de 0,1 ng TEQ/Nm³, une nouvelle mesure doit être prévue dans les trois mois.

Section 5. — Lutte contre les odeurs

Art. 28. Les installations contenant du bitume sont parfaitement étanches. Pour limiter la dispersion des odeurs dans l'environnement, un système de collecte et d'épuration de l'air vicié est mis en œuvre. Pour ce faire, les installations sont conçues de manière à ne pas générer de nuisances olfactives à l'extérieur de la centrale d'enrobage. Tout élément défectueux du circuit de collecte et d'épuration de l'air vicié est promptement remplacé.

Art. 29. Les bitumes de TRINIDAD, sont INTERDITS. Les conditions particulières précisent les bitumes dont l'utilisation est prohibée.

Art. 30. Les sas de chargement sont semi-hermétiques. Les rampes de pulvérisation s'activent dès ouverture de la trappe de chargement de l'asphalte. L'exploitant utilise les solutions masquantes et/ou désodorisantes les plus performantes.

Art. 31. Les camions sont bâchés après chargement et passage sur le pont-bascule.

Art. 32. Les prescriptions visant les normes d'odeur sont définies dans les conditions particulières.

CHAPITRE VII. — Bruit et vibrations

Art. 33. Les mesures sont prises pour que les vibrations engendrées par les activités de l'établissement ne puissent nuire à la stabilité des constructions. Si nécessaire, des amortisseurs de vibrations adaptés sont placés entre le sol et le socle des machines.

CHAPITRE VIII. — Déchets

Art. 34. Les différentes catégories de déchets sont stockés afin de limiter les risques de pollution. La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers la filière agréée.

Art. 35. Les différentes catégories de déchets sont collectés séparément.

Art. 36. L'exploitant tient une comptabilité des déchets évacués hors de l'entreprise.

Art. 37. L'incinération de déchets à l'air libre est interdite.

CHAPITRE IX. — Remise en état en fin d'exploitation

Art. 38. Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées. En cas d'impossibilité, notamment dans le cas des cuves enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

CHAPITRE X. — Contrôle, autocontrôle et surveillance

Section 1^{re} — Exploitation

Art. 39. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les copies de toutes les fiches techniques et les fiches de sécurité des matières premières utilisées sur le site d'exploitation, rédigées par les fournisseurs.

Section 2. — Air

Sous-section 1^{re} — Contrôle

Art. 40. Un organisme agréé contrôle le bon fonctionnement des dispositifs de dépollution en mesurant tous les polluants pour lesquels des limites à l'émission sont fixées à l'article 26 et ce :

1° dans le délai de six mois après la mise en service de l'installation;

2° après toute modification fondamentale du système d'épuration;

3° après toute modification fondamentale du procédé de fabrication ou de mise en œuvre de nouvelles matières premières;

4° tous les trois ans.

Art. 41. S'il y a dépassement d'une valeur par rapport aux limites à l'émission fixées à l'article 26, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans les trois mois.

Art. 42. Les points de mesure doivent être faciles d'accès.

Art. 43. Les dates et résultats des contrôles ainsi que les noms et adresses des organismes agréés les ayant effectués, ainsi que les modifications fondamentales à l'installation ou au procédé de fabrication figurent sur un registre tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les certificats et procès-verbaux des contrôles sont annexés à ce registre.

Art. 44. L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris des dioxines et furannes, ainsi que les méthodes de mesure de référence utilisées pour l'étalonnage des systèmes de mesure en continu, sont effectués conformément aux normes CEN. Si des normes CEN n'existent pas, les normes ISO, les normes nationales ou étrangères sont applicables.

Sous-section 1. — Lutte contre les odeurs

Art. 45. Les prescriptions visant le contrôle, l'autocontrôle et la surveillance des odeurs générées par les installations sont définies dans les conditions particulières.

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 46. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le présent arrêté s'applique aux établissements existants au plus tard le 1^{er} janvier 2007.

Art. 47. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,

J.-C.I. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2120

[C — 2003/27366]

3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Umhüllung von Steinen mit bituminösen Materialien

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, §§ 2 und 3, 7 und 8;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 34.298/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen finden Anwendung auf die Anlagen zur Umhüllung von Steinen mit bituminösen Materialien, die in der Rubrik 26.82.01.04 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind.

Art. 2 - Die Aufwertung von inerten Abfällen in einer Anlage zur Umhüllung von Steinen mit bituminösen Materialien ist Gegenstand von Sonderbedingungen.

Art. 3 - Für die Anwendung der vorliegenden Bedingungen gelten die folgenden Definitionen:

1° Bitumen: schwarze und nahezu nicht flüchtige Mischung von verschiedenen organischen Stoffen, die bei der Verarbeitung des Erdöls anfallen;

2° Füller: ein pulverförmiger Stoff, der hauptsächlich aus Bestandteilen mit einer Körnung unterhalb 0,125 mm zusammengesetzt ist;

3° Binder: organischer Stoff, der zusammen mit dem Füller dem Mischgut die notwendige Steifheit verleiht;

4° bituminöses Mischgut: Mischung von Bitumen oder von Bindern, die natürliche Stoffe oder Kunststoffe enthält;

5° Mineralstoffgemisch: Steine und Sände;

6° bestehender Betrieb: jeglicher Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsmäßig genehmigt worden ist oder dessen Betreibung durch eine Genehmigung infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags gedeckt ist, sowie jeder Betrieb, für den ein Antrag auf Genehmigung zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist;

7° zugelassene Einrichtung: die gemäß dem Königlichen Erlass vom 13. Dezember 1966 über die Bedingungen und Modalitäten für die Anerkennung der mit den Probenahmen, Analysen, Versuchen und der Forschung im Rahmen der Bekämpfung der Luftverunreinigung beauftragten Laboratorien zugelassene Einrichtung.

KAPITEL II — *Ansiedlung und Bau*

Art. 4 - Die Ein- und Ausgänge des Standorts sind mit Toren versehen, durch die der Zugang während der Schließzeiten des Lagers verboten wird. Diese Tore sind nur dann offen, wenn der Betreiber oder sein Vertreter anwesend ist.

Art. 5 - In den Sonderbedingungen werden die Vorrichtungen näher bestimmt, die zum Intrusionsschutz dienen und um den Standort rund herum angebracht werden müssen.

Art. 6 - In der Umweltgenehmigung werden die Vorrichtungen vorgeschrieben, die dazu dienen, die visuellen Belästigungen zu begrenzen. Hierzu gehört insbesondere das Anbringen von Schutzwänden, deren Art, Höhe und Stellung den lokalen Verhältnissen angepasst werden.

Art. 7 - Die Fahrwege innerhalb des Betriebsstandorts einer Umhüllungsanlage sind derart gebaut und instandgehalten, dass sie die Streuung von Staub und Schmutz auf den öffentlichen Straßen verhindern.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 8 - Der Betreiber trifft Maßnahmen wie z.B. das Waschen der Fahrzeugräder, das Besprengen der innerbetrieblichen Straßen und das Kehren der Straßen, die von den Fahrzeugen benutzt werden, um die Sauberkeit der öffentlichen Straßen zu gewährleisten.

Art. 9 - Es werden zweckmäßige Maßnahmen getroffen, damit die Rohstoffe nicht durch abfließendes Wasser mitgeführt werden.

Art. 10 - In den Sonderbedingungen werden die Bedingungen für die Annahme der Rohstoffe und die Abfuhr der Fertigprodukte und der Abfälle festgelegt.

Art. 11 - Jeder benutzte Binder muss in einer Vertragsunterlage (Lastenheft) bzw. in einem Belegstück, die bzw. das vom Betreiber genehmigt wird, beschrieben werden und Gegenstand eines vom Hersteller dieses Binders abgegebenen Sicherheitsmerkblatts sein.

Art. 12 - Die Benutzung von Teer und von Pech-Bitumen ist verboten.

Art. 13 - Die Temperatur in den Binderbehältern darf die Grenzwerte, die von den Lieferanten auf ihrem Sicherheitsmerkblatt empfohlen werden, nicht überschreiten. Der Betreiber hält die Abschriften von den gesamten technischen Datenblättern und Sicherheitsmerkblättern, die von den Erzeugern abgefasst sind, zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Art. 14 - Die Benutzung von Altölen ist VERBOTEN.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 15 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 16 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 17 - In den Sonderbedingungen werden die Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers in das Oberflächenwasser festgelegt. In Abweichung vom Königlichen Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser wird die Ableitung des industriellen Abwassers in das Grundwasser verboten.

KAPITEL VI — *Luft**Abschnitt 1 — Transport und Lagerung*

Art. 18 - Die Füller und pulverförmigen Zusatzmittel müssen in Silos oder geschlossenen Säcken gelagert werden. Die Lüftungsöffnungen der Silos sind mit Filtern versehen. Diese Silos müssen mit Vorrichtungen zur Kontrolle des Füllstands versehen sein, um ein Überlaufen zu vermeiden.

Art. 19 - Die Anlagen zur Handhabung, Umfüllung, Transport und Dosierung der Füller und pulverförmigen Zusatzmittel sind derart entworfen und geschützt, dass das Umherwirbeln von Staub vermieden wird.

Art. 20 - Die Lager für Mineralstoffgemisch, die Staube entwickeln können, werden entweder durch das Anbringen von Schutzwänden gegen den Wind geschützt oder stabilisiert, um Ausströmungen und ein Umherwirbeln von Staub zu vermeiden, oder an dem Wind weniger ausgesetzten Stellen eingerichtet. Falls diese Lager nicht stabilisiert werden können, muss die Lagerung unter einem Dach oder in Silos erfolgen. Es kann sich unter Umständen als nötig erweisen, den Lagerplatz zu befeuchten oder mit Zusatzmitteln zu besprühen, um die Auswirkungen des Winds bei trockenem Wetter zu begrenzen.

Art. 21 - Die Staubemissionen im Laufe des Transports, der Zerkleinerung, der Siebung und des Wiegens der Mineralstoffe werden durch die vollständige Einschließung der Zonen, in denen Staubverluste vorkommen könnten, vermieden. Wenn nötig werden die eingeschlossenen Teile im Unterdruck gehalten. Die abgesaugte staubhaltige Luft wird einer Vorrichtung zur Reinigung der atmosphärischen Emissionen zugeführt.

Abschnitt 2 — Trocknung und Mischung

Art. 22 - Die Staubemissionen im Laufe der Trocknung der Mineralstoffe werden einer Vorrichtung zur Reinigung der atmosphärischen Emissionen zugeführt.

Art. 23 - Die Bitumendämpfe insbesondere bei der Mischung in der Mischanlage werden so behandelt, dass die in Artikel 26 vorgesehenen Normen für die Ausstöße eingehalten werden.

Art. 24 - Der für die Abgasabführung bestimmte Schornstein wird eine genügende Höhe haben, um die Zerstreuung der Abgase in die Luft zu erleichtern. In den Sonderbedingungen wird die Mindesthöhe des Schornsteins festgelegt.

Abschnitt 3 — Behandlung der Ausströmungen

Art. 25 - Die Verarbeitungsanlagen und die Überfüllsicherungen werden regelmäßig kontrolliert und überprüft. Die Parameter, anhand deren man sichergehen kann, dass die Verarbeitungsanlagen einwandfrei funktionieren, und die von deren Lieferanten mitgeteilt werden, sind regelmäßig oder, wenn nötig, ständig zu messen. In letzterem Fall löst jeder abnormale Wert der gemessenen Parameter eine Alarmmeldung aus. In den Sonderbedingungen wird die Häufigkeit dieser Kontrollen, Überprüfungen und Messungen festgelegt.

Abschnitt 4 — Normen für die Ausstöße

Art. 26 - Die folgenden Emissionsgrenzwerte dürfen in den in die Luft ausgestoßenen Abgasen nicht überschritten werden:

1° Gesamtstäube:	50 mg/Nm;
2° Schwefeldioxid und sonstige Schwefelverbindungen:	
2° a) im Falle der Benutzung von Erdgas als Brennstoff:	300 mg/Nm;
2° b) im Falle der Benutzung von Dieselöl als Brennstoff:	500 mg/Nm;
2° c) im Falle der Benutzung von schwerem Heizöl als Brennstoff:	750 mg/Nm;
3° Stickstoffoxid und sonstige Stickstoffverbindungen:	400 mg/Nm;
4° Kohlenmonoxid:	500 mg/Nm;
5° in Gesamtkohlenstoff berechnete organische Verbindungen und insbesondere die Kohlenwasserstoffe (mit Ausnahme des Methans):	100 mg/Nm;
6° polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (Summe von 6 PAK: Benzo(b)fluoranthren, Indeno (1,2,3-cd)pyren, Benzo(k)fluoranthren, Benz(a)pyren (BaP), Benzo(a)anthracen, Dibenzo (a,h)anthracen:	0,1 mg/Nm;
Benzol:	5 mg/Nm;

Die Messungen, die außerhalb der Start- und Stoppzeiten der Anlage durchgeführt werden müssen, werden auf die Bedingungen bezogen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe festgelegt sind. Der Sauerstoffbezugsgehalt ist 17%.

Die Dauer der Probenahme für jede Messung wird aufgrund der in Artikel 44 festgelegten Messmethode der Konzentrationen von Schadstoffen bestimmt. Mangels dessen muss sie mindestens eine Stunde betragen.

Der Emissionsgrenzwert gilt als eingehalten, wenn keiner der bestimmten Stundendurchschnitte die Grenzwerte überschreitet.

Die Zeiträume, im Laufe deren es infolge einer vorübergehenden Verfahreneinstellung oder infolge sonstiger spezifischer Betriebsbedingungen keine Emission gibt, werden aus der Probenahmezeit ausgeschlossen.

Art. 27 - Eine Messung der Dioxine und Furane in den Abgasen wird durchgeführt, wenn die Anlagen in vollem Betrieb sind und spätestens innerhalb sechs Monaten nach der Inbetriebnahme.

Der von den Anlagen abgegebene Emissionsgrenzwert für Dioxine und Furane liegt unter 0,1 ng TEG/Nm³;

Die Messungen werden auf die Bedingungen bezogen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe festgelegt sind. Der Sauerstoffbezugsgehalt ist 17%.

Wenn der Wert von Dioxinen und Furanen unter 0,1 ng TEQ/Nm³ liegt, wird eine neue Messkampagne nur auf Antrag des mit der Überwachung beauftragten Beamten verlangt, und zwar mit höchstens zwei Messkampagnen pro Jahr. Wenn der Grenzwert von 0,1 ng TEQ/Nm³ überschritten wird, muss eine neue Messkampagne innerhalb von drei Monaten vorgesehen werden.

Abschnitt 5 — Geruchsbekämpfung

Art. 28 - Die Anlagen, die Bitumen enthalten, sind völlig dicht. Um die Verbreitung der Gerüche in die Luft zu beschränken, wird ein System zur Sammlung und Reinigung der verschmutzten Luft eingesetzt. Zu diesem Zweck werden die Anlagen derart geplant, dass keine Geruchsbelästigung außerhalb der Umhüllungsanlage verursacht wird.

Jeder defekte Bestandteil des Systems zur Sammlung und Reinigung der verschmutzten Luft wird schnell ersetzt.

Art. 29 - Die TRINIDAD-Bitumen sind VERBOTEN. In den Sonderbedingungen werden die Bitumen, deren Benutzung verboten ist, angegeben.

Art. 30 - Die Ladetaschen sind halbhermetisch. Die Spritzrampen schalten sofort nach der Öffnung der Ladeluke für Asphalt ein. Der Betreiber wendet die Lösungen an, die die Gerüche am besten maskieren oder beseitigen.

Art. 31 - Die Lastwagen werden nach der Ladung und der Durchfahrt über die Brückenwaage mit einer Plane abgedeckt.

Art. 32 - In den Sonderbedingungen werden die Vorschriften betreffend die Geruchsnormen festgelegt.

KAPITEL VII — *Lärm und Schwingungen*

Art. 33 - Es werden die Maßnahmen getroffen, damit die Schwingungen, die auf die Betriebstätigkeiten zurückzuführen wären, der Stabilität der Bauten nicht schaden können. Wenn nötig werden zwischen dem Boden und den Maschinensockeln Schwingungsdämpfer installiert.

KAPITEL VIII — *Abfälle*

Art. 34 - Die verschiedenen Abfallkategorien müssen so gelagert sein, dass Verschmutzungsrisiken beschränkt werden. Die Menge der vor Ort gelagerten Abfälle darf die Menge, die in einem Monat erzeugt wird, oder ein normales, dem anerkannten Entsorgungskreislauf zugeführten Los nicht überschreiten.

Art. 35 - Die verschiedenen Abfallkategorien werden getrennt gesammelt.

Art. 36 - Der Betreiber führt eine Buchhaltung der aus dem Betrieb abtransportierten Abfälle.

Art. 37 - Die Verbrennung von Abfällen in der freien Luft ist untersagt.

KAPITEL IX — *Wiederinstandsetzung am Ende des Betriebs*

Art. 38 - Die Behälter, die Produkte enthalten haben, die die Gewässer verschmutzen könnten, müssen entleert, gereinigt, entgast und ggf. dekontaminiert werden. Wenn möglich werden sie wegtransportiert. Falls dies unmöglich ist, insbesondere wenn es sich um begrabene Behälter handelt, müssen sie unbrauchbar gemacht werden, indem sie mit einem inerten Feststoff gefüllt werden.

KAPITEL X — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung**Abschnitt 1 — Betrieb*

Art. 39 - Der Betreiber hält die Abschriften der gesamten von den Erzeugern abgefassten technischen Datenblätter und Sicherheitsmerkmale bezüglich der auf dem Betriebsstandort verwendeten Rohstoffe zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Abschnitt 2 — Luft

Unterabschnitt 1 — Kontrolle

Art. 40 - Eine zugelassene Einrichtung kontrolliert den betriebsfähigen Zustand der Reinigungsvorrichtungen durch die Messung der gesamten Schadstoffe, für die Emissionsgrenzwerte in Artikel 26 festgelegt worden sind, und zwar:

- 1° in einer Frist von sechs Monaten nach der Inbetriebsetzung der Anlage;
- 2° nach jeder wesentlichen Änderung am Klärsystem;
- 3° nach jeder wesentlichen Änderung am Erzeugungsverfahren oder nach der Einführung neuer Rohstoffe;
- 4° alle drei Jahre.

Art. 41 - Im Falle der Überschreitung eines Wertes im Verhältnis mit den in Artikel 26 festgelegten Emissionsgrenzwerten muss eine neue Messung dieses Parameters innerhalb von drei Monaten vorgesehen werden.

Art. 42 - Die Messpunkte müssen leicht zugänglich sein.

Art. 43 - Die Daten und Ergebnisse der Kontrollen sowie die Namen und Anschriften der zugelassenen Einrichtungen, die diese ausgeführt haben, sowie die wesentlichen Abänderungen an der Anlage oder am Erzeugungsverfahren werden in einem Register festgehalten, das dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ständig zur Verfügung gehalten wird.

Die Zeugnisse und Protokolle der Kontrollen werden diesem Register beigelegt.

Art. 44 - Die Probenahme und die Analyse der gesamten Schadstoffe, einschließlich der Dioxine und der Furane, sowie die Referenzmessmethoden, die für die Eichung des kontinuierlichen Messsystems benutzt werden, werden gemäß den CEN-Normen ausgeführt. Wenn CEN-Normen nicht vorhanden sind, werden die ISO-Normen, die nationalen oder ausländischen Normen angewendet.

Unterabschnitt 2 — Geruchsbekämpfung

Art. 45 - In den Sonderbedingungen werden die Vorschriften betreffend die Kontrolle, die Selbstkontrolle und die Überwachung der bei den Anlagen entstandenen Gerüche festgelegt.

KAPITEL XI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 46 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz ist der vorliegende Erlass spätestens am 1. Januar 2007 auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 47 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 2120

[C — 2003/27366]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de centrales voor steenbekleding d.m.v. koolwaterstofhoudende producten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7 en 8;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr 34.298/4, gegeven op 4 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de centrales voor steenbekleding d.m.v. koolwaterstofhoudende producten die ingedeeld zijn onder rubriek 26.82.01.04 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. De valorisatie van de inerte afvalstoffen in een centrale voor steenbekleding d.m.v. koolwaterstofhoudende producten is het voorwerp van bijzondere voorwaarden.

Art. 3. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

1° bitumen : zwart mengsel met geringe vluchtigheid van verschillende organische stoffen verkregen bij olieverwerking;

2° vulmiddel : poedervormige stof dat voor het overgrote deel uit bestanddelen bestaat met een granulometrie lager dan 0,125 mm;

3° bindingsmiddel : organisch product dat, samen met het vulmiddel, de nodige stijfheid geeft aan het bitumineuze mengsel;

4° bitumineus mengsel : mengsel van bitumen of bindingsmiddelen bevattende bitumen en natuurlijke of synthetische stoffen;

5° granulaten : stenen en zanden;

6° bestaande inrichting : elke inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund is of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en na indiening van de vergunningsaanvragen tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit;

7° erkende instelling : instelling erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 december 1966 betreffende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en instellingen die belast zijn met monsternemingen, ontledingen, proeven en onderzoekingen in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 4. De in- en uitgangen van de site zijn uitgerust met poorten die de toegang tijdens de sluitingsuren van de opslagplaats onmogelijk maken. Die poorten worden enkel in het bijzijn van de exploitant of diens vertegenwoordiger open gehouden.

Art. 5. De rondom de site aan te brengen inbraakbeveiliging is het voorwerp van de bijzondere voorwaarden.

Art. 6. De milieuvergunning voorziet in maatregelen ter beperking van eventuele visuele hinder, zoals de plaatsing van schermen waarvan het type, de hoogte en de positie aan de plaatselijke omstandigheden aangepast worden.

Art. 7. De rijwegen voor voertuigen binnen de exploitatiesite van een centrale voor steenbekleding worden zo aangelegd en onderhouden dat stofverspreiding en bevuilding van de openbare weg voorkomen worden.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 8. De exploitant neemt maatregelen om de openbare wegen schoon te houden, zoals het wassen van de wielen van de voertuigen, het besproeien van de bedrijfsinterne wegen en het schoonvegen van de door de transporten gebruikte wegen.

Art. 9. Er worden maatregelen getroffen om te voorkomen dat grondstoffen door het afvloeiende water of de voertuigen meegevoerd worden.

Art. 10. De voorwaarden voor het aannemen van grondstoffen en het afvoeren van afgewerkte producten en afvalstoffen liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

Art. 11. Elk gebruikt bindingsmiddel wordt omschreven in een door de opdrachtgever goedgekeurd contractueel document (bestek) en/of bewijsstuk en is het voorwerp van een veiligheidsnota die door de producent van het bindingsmiddel afgeleverd wordt.

Art. 12. Het is verboden teer en pekbitumen te gebruiken.

Art. 13. De temperatuur in tanks voor bindingsmiddelen is niet hoger dan de drempel die aanbevolen wordt in de veiligheidsnota van de leveranciers. De afschriften van alle door de producenten opgestelde technische en veiligheidsnota's worden door de exploitant ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 14. Het is verboden afgewerkte oliën te gebruiken.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 15. Vóór de uitvoering van het project en bij elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand en brandverspreiding inhoudt, pleegt de exploitant via de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding en over de uitrustingen waarin voorzien moet worden met het oog op de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 16. Het brandbestrijdingsmateriaal is in goede staat van werking, beschermd tegen vorst, aangegeven, toegankelijk en over de inrichting verspreid.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 17. De voorschriften voor de lozing van industrieel afvalwater in oppervlaktewater liggen vast in de bijzondere voorwaarden. In afwijking van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, is het verboden industrieel afvalwater in het grondwater te lozen.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht**Afdeling 1. — Overplaatsing en opslag*

Art. 18. De poedervormige vulstoffen en toevoegstoffen worden in silo's of gesloten zakken opgeslagen. De luchtkokers van de silo's zijn met filters uitgerust. De silo's beschikken over peilmeters om overloop te voorkomen.

Art. 19. De installaties voor het hanteren, overgieten, vervoeren en doseren van de poedervormige vulmiddelen en toevoegstoffen worden zo ontworpen en beschermd dat de stofdeeltjes niet kunnen wegwaaien.

Art. 20. De granulatenopslagen waar stofdeeltjes kunnen vrijkomen, worden tegen de wind beschermd d.m.v. schermen, of gestabiliseerd om de emissies en het wegwaaien van stofdeeltjes te voorkomen, of op minder winderige plaatsen aangelegd. Als stabilisering onmogelijk is, worden de granulaten onder een beschutting of in silo's opgeslagen. Het bevochtigen van de opslag of het besproeien van de toevoegstoffen kan vereist worden om wegwaaien bij droog weer te beperken.

Art. 21. Stofemissies tijdens het vervoer en de handelingen i.v.m. het breken, zeven en wegen van minerale stoffen worden voorkomen door de zones waar stofdeeltjes kunnen wegwaaien volledig af te zonderen. De afgezonderde delen worden desnoods onder onderdruk gehouden. De met stof beladen afgezogen lucht wordt afgevoerd naar een voorziening voor de zuivering van luchtmissies.

Afdeling 2. — Droging en vermenging

Art. 22. Stofemissies tijdens de droging van de minerale stoffen worden afgevoerd naar een voorziening voor de zuivering van luchtmissies.

Art. 23. Bitumenrook, o.a. bij vermenging in de menger, wordt behandeld om te voldoen aan de lozingsnormen bedoeld in artikel 26.

Art. 24. De koker voor de afvoer van de effluenten is hoog genoeg om ze vlot de lucht in te drijven. De minimumhoogte van de koker ligt vast in de bijzondere voorwaarden.

Afdeling 3. — Behandeling van de effluenten

Art. 25. De behandelingsinstallaties en de voorzieningen voor overloopbeveiliging worden regelmatig gecontroleerd en gereviseerd. De door de leverancier opgegeven parameters op grond waarvan de vlotte werking van de installaties kan worden vastgesteld, worden periodiek, en desnoods, continu gemeten. In het laatste geval schakelt elke anomalie van de gemeten parameters het alarm in. De periodiciteit van de metingen, revisies en metingen ligt vast in de bijzondere voorwaarden.

Afdeling 4. — Lozingsnormen

Art. 26. Bij uitstoten van gasachtige effluenten in de lucht worden de volgende emissiegrenswaarden niet overschreden :

1° totaal stofdeeltjes	50 mg/Nm;
2° zwaveldioxide en andere zwavelverbindingen	
2° a) bij gebruik van natuurgas als brandstof	300 mg/Nm;
2° b) bij gebruik van olie als brandstof	500 mg/Nm;
2° c) bij gebruik van stookolie als brandstof	750 mg/Nm;
3° stikstofoxide en andere stikstofverbindingen	400 mg/Nm;
4° koolmonoxide	500 mg/Nm;
5° organische verbindingen uitgedrukt in totaal koolstof en o.a. koolwaterstoffen (met uitzondering van methaan)	100 mg/Nm;
6° polycyclische aromatische koolwaterstoffen (som van 6 PAH's : Benzo(b)fluorantheen, indeno(1,2,3-c,d)pyreen, benzo(k)fluorantheen, benzo(a)pyreen (BaP), benzo(a)anthraceen, dibenzo(a,h)anthraceen	0,1 mg/Nm;
7° benzeen : 5 mg/Nm.	

De metingen, die buiten de start- en stilstandperiodes worden uitgevoerd, voldoen aan de voorwaarden van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. Het referentiegehalte aan zuurstof bedraagt 17 %.

Voor elke meting wordt de bemonsteringsduur bepaald door de in artikel 44 bedoelde methode voor de meting van de concentratie van de verontreinigende stof omschreven in artikel 44. Bij gebrek aan die methode duurt de bemonstering minstens een uur.

De emissiegrens wordt als in acht genomen beschouwd als geen van de vastgelegde uurgemiddelden de grenswaarden overschrijdt.

De bemonsteringsduur houdt geen rekening met de periodes zonder emissies die het gevolg zijn van een tijdelijke stilstand van het proces of van andere specifieke werkingsomstandigheden.

Art. 27. Dioxinen en furanen in gasuitstoten worden gemeten bij volle werking van de installaties en uiterlijk binnen zes maanden na de inbedrijfstelling.

De grenswaarde van de door de installaties uitgestoten dioxinen en furanen is lager dan 0,1 ng TEQ/Nm₃.

De metingen voldoen aan de voorwaarden van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. Het referentiegehalte aan zuurstof bedraagt 17 %.

Als het gehalte aan dioxinen en furanen lager is dan 0,1 ng TEQ/Nm₃, wordt een nieuwe meetcampagne slechts op verzoek van de toezichthoudende ambtenaar vereist, waarbij maximum twee campagnes per jaar toegelaten worden. Bij overschrijding van de grenswaarde van 0,1 ng TEQ/Nm₃ wordt binnen drie maanden een nieuwe meting uitgevoerd.

Afdeling 5. — Geurbestrijding

Art. 28. De installaties die bitumen bevatten, zijn volledig waterdicht. Om geurdispersie in het leefmilieu te beperken, wordt voorzien in een systeem voor de opvang en de zuivering van bedorven lucht. Daartoe worden de installaties ontworpen zodat geurhinder buiten de centrale voor steenbekleding wordt voorkomen. Elk gebrekkig bestanddeel van het circuit voor de opvang en de zuivering van bedorven lucht wordt prompt vervangen.

Art. 29. Het bitumen van TRINIDAD is VERBODEN. Het bitumen waarvan het gebruik verboden is, wordt in de bijzondere voorwaarden omschreven.

Art. 30. De laadsluizen zijn halfhermetisch. De spuitbomen worden in werking gesteld zodra de klep voor het laden van de asfalt opengaat. De exploitant past de meest efficiënte maskerende en/of ontgeurende methodes toe.

Art. 31. Na laden en wegen op de weegbrug worden de vrachtwagens met een zeil afgedekt.

Art. 32. De voorschriften m.b.t. de geurnormen liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

HOOFDSTUK VII. — Geluid en trillingen

Art. 33. Er worden maatregelen genomen om te voorkomen dat de trillingen die te wijten zijn aan de activiteiten van de inrichting de stabiliteit van de bouwwerken in het gedrang brengen. Desnoods worden geschikte schokdempers aangebracht tussen de bodem en het voetstuk van de machines.

HOOFDSTUK VIII. — Afvalstoffen

Art. 34. De verschillende categorieën afval worden opgeslagen om verontreinigingsgevaar te voorkomen. De hoeveelheid opgeslagen afvalstoffen is niet groter dan het maandelijks geproduceerde volume of dan een normale partij die naar de erkende filière gezonden wordt.

Art. 35. De verschillende categorieën afval worden apart opgehaald.

Art. 36. De exploitant houdt een boekhouding van de afvalstoffen die het bedrijf verlaten.

Art. 37. Afvalverbranding in open lucht is verboden.

HOOFDSTUK IX. — Herstel in de oorspronkelijke staat na exploitatie

Art. 38. De tanks waarin producten werden opgeslagen die het water zouden kunnen verontreinigen, worden geleidigd, gereinigd, ontgast en desnoods ontsmet. Zij worden indien mogelijk verwijderd. Als dat onmogelijk is, o.a. in het geval van ingegraven tanks, worden ze buiten gebruik gesteld door ze met inerte vaste stoffen te vullen.

HOOFDSTUK X. — Controle, autocontrole en toezicht

Afdeling 1. — Exploitatie

Art. 39. De afschriften van alle door de leveranciers opgestelde technische en veiligheidsfiches met betrekking tot de op de exploitatiesite gebruikte grondstoffen worden door de exploitant ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

Afdeling 2. — Lucht

Onderafdeling 1. — Controle

Art. 40. Een erkende instelling controleert de vlotte werking van de saneringsvoorzieningen door alle verontreinigende stoffen te meten waarvoor de emissiegrenzen in artikel 26 vastliggen :

- 1° binnen zes maanden na de inbedrijfstelling van de installatie;
- 2° na elke fundamentele wijziging aan de zuiveringsvoorziening;
- 3° na elke fundamentele wijziging in het proces van de vervaardiging of het gebruik van nieuwe grondstoffen;
- 4° om de drie jaar.

Art. 41. In geval van waardeoverschrijding t.o.v. de emissiegrenzen bedoeld in artikel 26, wordt die parameter opnieuw gemeten binnen drie maanden.

Art. 42. De meetpunten zijn vlot toegankelijk.

Art. 43. De data en resultaten van de controles, de naam en het adres van de erkende instellingen die ze hebben uitgevoerd, alsook de fundamentele wijzigingen aan de installatie of in het fabricatieproces worden vermeld in een register dat permanent ter inzage ligt van de toezichthoudende ambtenaar.

De certificaten en processen-verbaal van de controles worden bij het register gevoegd.

Art. 44. De monsterneming en de analyse van alle verontreinigende stoffen, met inbegrip van de dioxinen en furanen, alsook de referentiemeetmethoden voor de permanente ijking van de meetsystemen, worden uitgevoerd overeenkomstig de CEN-normen.

Bij gebrek aan CEN-normen zijn de ISO-, nationale of buitenlandse normen van toepassing.

Onderafdeling 2. — Geurbestrijding

Art. 45. De voorschriften m.b.t. de controle, de autocontrole en het toezicht op de door de installaties voortgebrachte geur liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

HOOFDSTUK XI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 46. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het vorige lid, is dit besluit uiterlijk 1 januari 2007 van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 47. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2121

[C — 2003/27364]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est inférieur ou égal à trois

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.302/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux ateliers d'entretien et/ou de réparation de véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou de ponts élévateurs est inférieur ou égal à 3 visés à la rubrique 50.20.01.01. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*Section 1^{re}. — *Construction*

Art. 3. Les garages, ateliers, et leur dépendances sont séparés des locaux habités et de leurs accès par des murs, hourdis, cloisons, en brique ou en béton, plafonds et planchers ayant un degré de résistance au feu d'au moins une heure et ne comportant que les ouvertures indispensables à l'exploitation et à la sécurité.

Les portes coupe-feu sont à fermeture automatique et présentent une résistance au feu d'une demi-heure au moins.

Art. 4. Les locaux habités comportent au moins un accès indépendant de l'atelier et de ses dépendances.

L'atelier n'a pas de communication directe avec les locaux habités ou occupés par des tiers.

Art. 5. Les porches d'entrée qui sont séparés des garages et ateliers par une cour à ciel ouvert de trois mètres de profondeur au moins ou qui sont isolés par une porte ayant une résistance au feu d'au moins une demi heure ne sont pas considérés comme dépendance pour l'article 4.

Art. 6. Les portes et issues de secours des locaux utilisés pour remiser les véhicules automoteurs et leurs remorques, des garages et des ateliers s'ouvrent vers l'extérieur et les passages sont dégagés de tout obstacle.

Art. 7. Les sols des ateliers et des aires de travail et/ou de nettoyage sont bétonnés et rendus parfaitement étanches à toute pénétration de substances liquides dans le sol. Ils sont aménagés pour recueillir et évacuer vers un seul exutoire par des dispositifs adéquats, tel qu'un séparateur d'hydrocarbures, tout liquide qui y serait répandu accidentellement ou non, notamment les eaux de nettoyage des sols et véhicules.

Les aires de travail présentent une résistance chimique à tous les liquides présents dans l'atelier.

Section 2. — *Ventilation*

Art. 8. § 1^{er}. Les garages et ateliers sont ventilés par un dispositif afin que l'atmosphère n'y puisse jamais devenir toxique ou explosive.

§ 2. Dans les garages et ateliers en sous-sol, un système de ventilation mécanique, placé à un endroit judicieusement choisi et au niveau le plus bas, aspire les gaz et fumées répandus dans les locaux et les refoule à l'extérieur.